



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mercredi 17 mai 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Conseil de la nation: adoption à l'unanimité du texte de loi monétaire et bancaire



- Les membres du Conseil de la nation ont adopté mardi à l'unanimité le texte de loi monétaire et bancaire visant le renforcement de la gouvernance et des prérogatives de la Banque d'Algérie ainsi que la modernisation du système bancaire.

Le texte de loi a été adopté lors d'une plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil en présence des ministres des finances, Laaziz Faid, et des Relations avec le Parlement, Besma Azouar.

A l'issue du vote, le ministre des Finances a mis en avant l'importance des dispositions contenues dans cette loi ainsi que les perspectives qu'elle ouvre en matière de développement et de diversification des produits bancaires en sus de l'accompagnement des mutations marquant le secteur bancaire et ce, dans le cadre de la mise en œuvre du programme du gouvernement relatif à la réforme financière.

Selon M. Faid, cette loi tient compte de l'impact de l'évolution technologique sur le secteur bancaire notamment en ce qui concerne l'introduction de la monnaie numérique à la banque outre l'encadrement de la dématérialisation des transactions avec les établissements bancaires et les prestataires des services de paiement.

Dans son rapport complémentaire, la Commission des affaires économiques et financières a affirmé que la loi monétaire et bancaire intervenait dans le cadre du renforcement de la dynamique engagée par les pouvoirs publics en vue d'édifier une Algérie nouvelle basée sur l'économie de la connaissance, le numérique, la promotion de l'économie verte et l'utilisation massive des technologies modernes".

La Commission a appelé dans ses recommandations à la poursuite des efforts pour la promotion de la finance islamique tout en assurant la protection aux cadres dirigeants au niveau du secteur bancaire, appelant à assurer toutes les "conditions propices" pour la réussite de l'opération de lancement du Dinar numérique.

Adoption de la loi sur les règles de comptabilité publique et de gestion financière

Les membres du Conseil de la nation ont adopté, mardi à l'unanimité, la loi sur les règles de comptabilité publique et de gestion financière, un texte qui vise principalement à conférer davantage de transparence à la gestion pour un suivi optimal et plus efficace des finances publiques.

L'adoption de cette loi est intervenue lors d'une séance plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence, du ministre des Finances, Laaziz Faïd et de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

A l'issue du vote, M. Faïd a souligné que cette loi "vient remédier à des insuffisances majeures qui limitaient le rôle du système de comptabilité comme outil moderne de gestion des finances publiques", ajoutant qu'elle permettra "d'introduire les normes comptables internationales dans le système national afin d'améliorer la performance dans la maîtrise du prévisionnel comptable, de définir la responsabilité de chaque intervenant dans le processus des entrées et des sorties d'argent, et de fournir des informations de qualité pour une meilleure gestion des dettes et de la trésorerie", a-t-il ajouté.

Dans son rapport complémentaire, la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation a expliqué que le texte de loi vise à améliorer l'efficacité dans la gestion de l'argent public à travers la bonne gouvernance, notamment en ce qui concerne la qualité des opérations d'élaboration du prévisionnel comptable et l'implication de tous les intervenants au processus des entrées et sorties d'argent.

La commission a appelé à accélérer la promulgation des textes d'application en vue de clarifier les procédures de comptabilité et des finances devant être suivies par les agents concernés par l'exécution du budget.

Article 33 de la loi sur la monnaie et le crédit Les sénateurs «laissent passer».



«Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil prendra en charge la résolution de cette question avec les parties concernées...».

Trois projets de loi ont été adoptés, hier, à l'unanimité des membres du Conseil de la nation présents, au nombre de 120, dont 38 procurations. Il s'agit du projet de loi sur la monnaie et le crédit, le projet de texte relatif aux règles de comptabilité publique et de gestion financière et celui sur la prévention et le règlement des conflits collectifs de travail et l'exercice du droit de grève. Les députés ont déjà adopté à la majorité ces projets sus-cités les 10 et 11 avril dernier. Le seul fait notable est que les membres du Conseil de la nation n'ont pas mis leur menace de «geler» l'article 33 de la nouvelle loi sur la monnaie et le crédit à exécution. Ainsi, le premier désaccord entre les deux chambres, suite au gel de l'article 22 de la loi sur l'information, n'est pas encore estompé, un deuxième a failli se produire avec l'article 33 de la loi sur la monnaie et le crédit.

Le fait est que seulement quelques jours se sont écoulés depuis la suspension du fameux article 22, a dissuadé les sénateurs de rééditer le même scénario avec la loi sur la monnaie et le crédit. Les membres du Conseil de la nation s'inscrivent en porte-à-faux par rapport à cet article, en vertu duquel, le Gouverneur de la Banque d'Algérie est tenu de présenter son rapport annuel uniquement devant la chambre basse, excluant de ce fait la chambre haute. Dans son rapport complémentaire, la commission des affaires économiques et financières «prend acte et salue l'initiative du président du Conseil de la nation, Salah Goudjil de prendre en charge la résolution de cette question avec les parties concernées à même de permettre au Conseil de la nation d'exercer son contrôle sur l'action du gouvernement, particulièrement dans ce domaine...». L'article 33 dispose: «La Banque d'Algérie établit un rapport annuel portant sur ses activités en matière de politique monétaire, de supervision bancaire et de sa contribution à la stabilité financière. Le Gouverneur de la Banque d'Algérie remet ce rapport, au plus tard, à la fin du premier semestre de l'année suivante, au président de la République et ou au Premier ministre. Ce rapport qui contient, notamment des éléments nécessaires à une bonne compréhension de la politique monétaire, donne lieu à une communication à l'Assemblée populaire nationale suivie d'un débat. Au terme de l'adoption, le ministre des Finances, Laaziz Faïd a indiqué que «cette loi tient compte de l'impact de l'évolution technologique sur le secteur bancaire, notamment en ce qui concerne l'introduction de la monnaie numérique à la banque, outre l'encadrement de la dématérialisation des transactions avec les établissements bancaires et les prestataires des services de paiement».

Il a souligné que la loi relative aux règles de comptabilité publiques «vient remédier à des insuffisances majeures qui limitaient le rôle du système de comptabilité comme outil moderne de gestion des finances publiques», ajoutant qu'elle permettra «d'introduire les normes comptables internationales dans le système national afin d'améliorer la performance dans la maîtrise du prévisionnel comptable, de définir la responsabilité de chaque intervenant dans le processus des entrées et des sorties d'argent, et de fournir des informations de qualité pour une meilleure gestion des dettes et de la trésorerie».

Conseil de la nation : La loi monétaire et bancaire adoptée

La loi monétaire et bancaire a été soumise, ce mardi, au vote du Conseil de la nation. Ses membres ont adopté, comme prévu, à l'unanimité ce texte de loi qui a pour but de renforcer la gouvernance et des prérogatives de la Banque d'Algérie ainsi que la modernisation du système bancaire.

A l'occasion, le ministre des Finances a rappelé l'importance des dispositions contenues dans cette loi ainsi que les perspectives qu'elle ouvre en matière de développement et de diversification des produits bancaires ainsi que dans l'accompagnement des mutations marquant le secteur bancaire.

« Cette loi tient compte de l'impact de l'évolution technologique sur le secteur bancaire notamment en ce qui concerne l'introduction de la monnaie numérique à la banque et l'encadrement de la dématérialisation des transactions avec les établissements bancaires et les prestataires des services de paiement », a-t-il souligné.

Pour sa part, la Commission des affaires économiques et financières a souligné, dans son rapport, le rôle de cette loi dans le renforcement de la dynamique engagée par les pouvoirs publics en vue d'édifier une Algérie nouvelle basée sur l'économie de la connaissance, le numérique, la promotion de l'économie verte et l'utilisation massive des technologies modernes.

Signature du protocole d'accord entre deux sociétés algérienne et belge: Première usine en Algérie pour la production de lait infantile

Il sera procédé à la création d'une unité industrielle dans la commune d'Ain Boucif (Médéa), équipée en matériels logistiques «de pointe», en collaboration avec des partenaires européens, en vue de conditionner le lait pour nourrissons et la farine infantile.

Un protocole d'accord a été signé lundi à Alger, entre la société algérienne «Achir», spécialisée dans la fabrication de lait et dérivés, et la société belge «Ninolac international SA», avec pour objet la création de la première usine de fabrication de lait pour nourrissons et de farine infantile en Algérie. Le document a été signé par le directeur général de la société algérienne «Achir», Mohamed Cherfaoui et le directeur des ventes de la société belge «Ninolac international», Gilles Crahay, en présence du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun et du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula. En vertu du présent accord, il sera procédé à la création d'une unité industrielle dans la commune d'Ain Boucif (Médéa), équipée en matériels logistiques «de pointe», en collaboration avec des partenaires européens, en vue de conditionner le lait pour nourrissons et la farine infantile, selon les explications fournies lors de la cérémonie de signature. Ce projet permettra d'assurer un «bon» taux d'intégration de ce produit vital et un transfert technologique dans cette spécialité dans la majeure partie des chaînes de production, selon les responsables du projet qui se veut, selon eux, «un saut qualitatif» dans le domaine de l'industrie agroalimentaire, en ce sens qu'il apportera un bénéfice et des effets positifs sur l'approvisionnement du marché national.

Investissement et commerce: Zitouni examine avec le ministre portugais de l'Economie la consolidation des relations bilatérales

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a reçu, lundi à Alger, le ministre portugais de l'Economie et de la Mer, Antonio Costa Silva, avec lequel il a abordé essentiellement les perspectives de consolidation des relations économiques bilatérales, notamment dans le domaine de l'investissement et du commerce, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée en présence de l'ambassadeur du Portugal en Algérie, Luis de Albuquerque Veloso, M. Zitouni et le ministre portugais ont passé en revue «l'état des relations économiques et commerciales et les perspectives de leur développement et de leur consolidation, notamment à la faveur des nouvelles incitations et des nouveaux avantages qu'offre la nouvelle loi sur l'investissement pour les investisseurs étrangers, ce qui permettra de consolider la dynamique commerciale entre les deux pays», lit-on dans le communiqué.

A cette occasion, le ministre du Commerce a mis en avant «la nécessité d'intensifier les efforts, en vue d'édifier des partenariats basés sur le principe gagnant-gagnant et encourager davantage d'investissements communs dans les secteurs vitaux, comme les industries agroalimentaire et manufacturière».

De son côté, le ministre portugais de l'Economie et de la Mer a affirmé que «l'Algérie est un partenaire économique important pour le Portugal», ajoutant que son pays «œuvrera à activer les voies et moyens de la coopération et du partenariat avec l'Algérie», conclut le communiqué.

Lois monétaire et bancaire et règles de la comptabilité publique : Accompagner les réformes financières



Les membres du Conseil de la nation ont adopté, ce mardi, à la majorité, deux projets de loi relatifs à la loi monétaire et bancaire et aux règles de la comptabilité publique et de gestion financière.

A l'issue du vote du premier texte, le ministre des Finances a mis en avant l'importance des dispositions contenues dans cette loi ainsi que les perspectives qu'elle ouvre en matière de développement et de diversification des produits bancaires en sus de l'accompagnement des mutations marquant le secteur bancaire et ce, dans le cadre de la mise en œuvre du programme du gouvernement relatif à la réforme financière. Selon Faid, cette loi tient compte de l'impact de l'évolution technologique sur le secteur bancaire notamment en ce qui concerne l'introduction de la monnaie numérique à la banque outre l'encadrement de la

dématérialisation des transactions avec les établissements bancaires et les prestataires des services de paiement. Concernant le second texte, Faïd a mis l'accent sur l'importance du contrôle des dépenses publiques et à la transparence dans l'octroi des opérations publiques et la responsabilité des agents chargés de l'exécution du budget dans le cadre de la mise en œuvre du plan global de réforme des finances publiques. Ce texte de loi s'inscrit, a-t-il dit, «dans le cadre du plan global de réforme de la finance », précisant qu'«il est axé sur le passage d'une comptabilité de caisse à une comptabilité d'exercice, selon un système comptable qui vise à organiser l'information financière et à la présenter de manière à répondre aux exigences des normes comptables internationales dans le secteur public». Il s'agit aussi de doter les gestionnaires en informations, en vue de leur exploitation comme outil de soutien et d'amélioration de la qualité de l'opération d'élaboration des estimations et de l'évaluation continue des politiques générales, résultant de la lecture claire des comptes de l'Etat».

La nouvelle loi définit aussi les responsabilités de l'ensemble des intervenants dans le cercle de dépenses et de recettes publiques, dans l'objectif de garantir une transparence dans la gestion via un suivi optimal de la mobilisation et de l'utilisation des deniers publics, y compris à travers l'utilisation des indicateurs et des normes d'efficacité. Le texte prévoit une nouvelle structure comptable contenue dans la loi organique n°15-18 relative aux lois de finances qui se divise en trois parties : la comptabilité générale, la comptabilité budgétaire et la comptabilité d'analyse des coûts.

Conseil de la Nation : Adoption de trois textes de loi

Le siège du Conseil de la nation a abrité, hier, sous la présidence de Salah Goudjil, une séance plénière consacrée au vote de trois projets de loi. Il s'agit en l'occurrence de la loi sur la monnaie et le crédit, du texte relatif aux règles de comptabilité publique et de gestion financière, ainsi que de celui portant sur la prévention et le règlement des conflits collectifs du travail et l'exercice du droit de grève.

Projet de loi monétaire et bancaire : « Diversification des produits bancaires »

C'est à l'unanimité que le projet de loi monétaire et bancaire a été adopté ; un texte qui vient ainsi à renforcer davantage la dynamique engagée par les pouvoirs publics en vue d'édifier une Algérie nouvelle basée sur l'économie de la connaissance, le numérique, la promotion de l'économie verte et l'utilisation massive des technologies modernes. Intervenant à l'issue de l'opération de vote, le ministre des Finances a d'abord mis l'accent sur l'importance des dispositions contenues dans cette loi ainsi que «les perspectives qu'elle vient ainsi ouvrir en matière de développement et de diversification des produits bancaires, en sus de l'accompagnement des mutations marquant le secteur bancaire, dans le cadre de la mise en œuvre du programme du gouvernement relatif à la réforme financière». Clair, net et précis, Laaziz Faid a affirmé que ce texte de loi tient en ligne de compte «l'impact de l'évolution technologique sur le secteur bancaire, notamment en ce qui concerne l'introduction de la monnaie numérique à la banque, outre l'encadrement de la dématérialisation des transactions avec les établissements bancaires et les prestataires des services de paiement». En somme, cette nouvelle loi tend à renforcer la gouvernance du système bancaire et les prérogatives de la Banque d'Algérie (BA), du Conseil de la monnaie et du crédit (CMC) ainsi que des banques et des établissements financiers. Il est utile de rappeler dans le même sillage que la mise en place d'un nouveau cadre juridique régissant l'activité monétaire et bancaire, en application des engagements du président de la République, vise à introduire des réformes majeures dans la gouvernance financière en Algérie. Il vient, en fait, «adapter le système bancaire à la transition économique, financière et technologique que connaît notre pays comme il vient répondre aux nouveaux défis». Dans le rapport complémentaire émis par la commission des affaires économiques et financières de la chambre haute du Parlement, l'accent a été mis

sur «l'importance de la poursuite des efforts pour la promotion de la finance islamique, tout en assurant la protection aux cadres dirigeants au niveau du secteur bancaire et en mettant en place les conditions idoines à même de garantir le plein succès à l'opération de lancement du dinar numérique.

Soraya Guemmouri



Projet de loi relatif aux règles de comptabilité publique et de gestion financière :

«Remédier à des insuffisances majeures »

Les membres du Conseil de la nation ont également adopté, lors de la même plénière, le projet de loi relatif aux règles de comptabilité publique et de gestion financière qui, rappelons-le, vise à consacrer la transition de la comptabilité de caisse vers une comptabilité d'exercice. Le nouveau texte de loi - qui s'inscrit dans le cadre du plan global de réforme de la finance publique - est, en effet, principalement axé autour du passage d'une comptabilité de caisse à une comptabilité d'exercice, selon un système comptable visant à organiser au mieux l'information financière et sa présentation, et ce, de manière à être au diapason des exigences des normes comptables internationales dans le secteur public. Il est donc désormais nécessaire de doter les gestionnaires en informations, en vue de leur exploitation comme un outil de soutien et d'amélioration de la qualité de l'opération d'élaboration des estimations et de l'évaluation continue des politiques générales, résultant de la lecture claire des comptes de l'Etat. Aussi parmi les points phares de ce nouveau texte, on retient qu'il «définit les responsabilités de l'ensemble des intervenants dans le cercle de dépenses et de recettes publiques, l'objectif étant d'asseoir davantage de transparence à travers un suivi optimal de la mobilisation et de l'utilisation des deniers publics». L'autre élément à mettre en avant dans le même sillage est que «la réforme de la comptabilité publique est parmi les principaux facteurs d'amélioration de la qualité de l'information destinée aux parlementaires et aux citoyens, une information permettant de procéder à une véritable évaluation de la situation financière du pays et des politiques publiques», est-il mentionné. Dans une déclaration à l'issue du vote de ce texte, le ministre des Finances a particulièrement souligné que cette loi vient «remédier à des insuffisances majeures qui limitaient le rôle du système de comptabilité comme outil moderne

de gestion des finances publiques». Elle permettra «d'introduire les normes comptables internationales dans le système national afin d'améliorer la performance dans la maîtrise du prévisionnel comptable, de définir la responsabilité de chaque intervenant dans le processus des entrées et des sorties d'argent, et de fournir des informations de qualité pour une meilleure gestion des dettes et de la trésorerie», a-t-il poursuivi. Après avoir vivement salué le contenu de cette nouvelle loi, la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation a recommandé «d'accélérer la promulgation des textes réglementaires en veillant à expliquer et à détailler toutes les procédures comptables et financières qui doivent être suivies par les responsables concernés par l'exécution du budget». Il convient de signaler enfin que cette réforme aujourd'hui engagée qui vise à passer de la comptabilité de caisse vers la comptabilité de droits constatés ou d'exercice permettra de générer des états financiers qui relèvent «une image fidèle» du patrimoine, de la situation financière et du résultat à la clôture de l'exercice. Aussi grâce à cette adoption, on bénéficie désormais de nouvelles dispositions en matière de comptabilité de l'Etat et des autres entités publique en définissant les différentes catégories, à savoir la comptabilité budgétaire, la comptabilité générale et la comptabilité d'analyse des coûts.



المصادقة على قانون قواعد المحاسبة العمومية والتسيير المالي

صادق أعضاء مجلس الأمة، بالإجماع، اليوم الثلاثاء، على القانون المتعلق بقواعد المحاسبة العمومية والتسيير المالي، الذي يهدف لإدخال شفافية أكبر على التسيير من أجل متابعة أفضل وأنجع للأموال العمومية.

أوضح وزير المالية لعزیز فايد، عقب التصويت على القانون، في جلسة علنية بمجلس الأمة، اليوم، أن أهمية هذا القانون "تکمن خاصة في أنه جاء لمعالجة أوجه قصور كبيرة كانت تحد من دور النظام المحاسبي كأداة حديثة لتسيير المال العام."

وأشار إلى أنه سيسمح "بإدخال معايير المحاسبة الدولية في المنظومة الوطنية من أجل تحسين الأداء في التحكم بالتنبؤات، تحديد مسؤولية كل متدخل في مسار

الإيرادات والنفقات، وتوفير معلومات ذات جودة لتسيير أمثل للديون وإدارة فعالة و ناجعة لأموال الخزينة.”

ولفتت لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية في تقريرها التكميلي، إلى أن نص القانون يهدف إلى تحسين النجاعة في تسيير المال العام من خلال الحوكمة الجيدة، وبالأخص ما يتعلق بجودة عملية إعداد التقديرات، وإقحام مسؤولية كل متدخل في دورة الإيرادات ودورة النفقات.

وفي توصياتها، أكدت اللجنة على ضرورة تسريع وتيرة إصدار النصوص التنظيمية لتوضيح الإجراءات المحاسبية والمالية، التي يجب إتباعها من قبل الأعوان المعنيين بتنفيذ الميزانية.



ارتفاع عدد مشاريع الاستثمار في 6 أشهر

ارتفع عدد مشاريع الاستثمار المسجلة بالوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار، في الفترة الممتدة بين 1 نوفمبر 2022 و 30 أبريل 2023 بنسبة 121 بالمائة على أساس سنوي.

قال المدير العام للوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار، عمر كراش، في كلمة ألقاها خلال أشغال الطبعة التاسعة لملتقى إفريقيا، اليوم الثلاثاء، إن “عدد المشاريع الاستثمارية المسجلة تزايد مقارنة بما كان عليه الحال قبل دخول القانون الجديد للاستثمار حيز التنفيذ، حيث ارتفعت بنسبة 121 بالمائة خلال الأشهر الستة الأخيرة المنتهية في 30 أبريل مقارنة بنفس الفترة قبل سنة.

ويبلغ عدد المشاريع المسجلة لدى الوكالة 2016 مشروع خلال الفترة بين 1 نوفمبر 2022 و 30 أبريل 2023 بقيمة إجمالية تقدر بـ 922ر83 مليار دج.

وارتفعت هذه الاستثمارات بنسبة 199 بالمائة من حيث القيمة، وبنسبة 145 بالمائة بالنسبة لعدد مناصب الشغل المتوقعة، في نفس فترة المقارنة.

واعتبر المسؤول ذاته أن ذلك يعد أحد المؤشرات الرئيسية التي تبرز "نتائج إصلاح منظومة الاستثمار في البلاد وكذا بؤادر تحسن مناخ الأعمال التي تظهر يوماً بعد يوم."

ومن بين المؤشرات التي تظهر ذلك أيضاً، أشار ركاش إلى حجم "التوافد الكبير" للشركات الأجنبية، والتي يوجد منها شركات كبرى، أبدت الرغبة في الاستثمار في الجزائر.

ويوجد الكثير من مشاريع هذه الشركات الأجنبية في مراحل "متقدمة" من الدراسة، سواء مع القطاعات الوزارية المعنية بالنشاط أو مباشرة مع مصالح الوكالة، ومنها من بدأت تجسيد مشروعاتها، يضيف المدير العام لافتاً إلى أن الأمر يخص العديد من قطاعات النشاط.

أما بخصوص المشاريع المسجلة في الشباك الخاص بالمشاريع الكبرى والاستثمارات الأجنبية، فقد بلغت 57 مشروع منها 47 مشروع بين أجنبي مباشر وبالشراكة.

وأكد المسؤول الأول على الوكالة أن هذه المؤشرات "ذات دلالة قوية على ثقة المتعاملين الاقتصاديين وإيمانهم بنجاح مسار المخطط الإصلاحي الكبير الذي أطلقه رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، وكذا الثقة في الإرادة السياسية التي ترجمت على أرض الواقع بإجراءات عملية وملموسة."

يضاف هذا، إلى جملة المزايا المقارنة التي تجعل من الجزائر وجهة مميزة وجذابة للاستثمار كالموقع الجغرافي الاستراتيجي الذي يربط بين إفريقيا وأوروبا، مع سوق تعد من بين أكبر الأسواق في شمال إفريقيا بأكثر من 45 مليون نسمة وبنية تحتية ومنصات لوجستية كبيرة من طرق سريعة وسكك حديدية وموانئ وقوة عاملة شابة ومؤهلة ووفرة كبيرة للمواد الأولية والطاقوية وغيرها، يقول ركاش.

بإشراف "البنك الإفريقي" ورئيسه سيوقع الاتفاق جويلية المقبل

مليار دولار لتشجيع الصادرات الجزائرية

يُرتقب أن يستفيد المصدرون في القطاعين العام والخاص والمستثمرون الجزائريون من تمويل يُشرف عليه البنك الإفريقي للتصدير والاستيراد، وفق اتفاق خاص سيوقع بالجزائر في زيارة لرئيس البنك شهر جويلية المقبل، وهو ما سيمكّن المنتجات الجزائرية من اقتحام عمق الأسواق الإفريقية قريبا.

وكشف ممثل البنك الإفريقي للتصدير والاستيراد، أيمن زغبي، لـ"الشروق"، على هامش ملتقى إفريقيا للاستثمار والتجارة الثلاثاء، بفندق "الشيراتون"، عن برنامج لتمويل [الصادرات الجزائرية](#) نحو الدول الإفريقية والاستثمارات الجزائرية للقطاعين العام والخاص بالقارة، تصل قيمته مليار دولار، وهو ما سيكون محور دراسة خلال زيارة رئيس البنك الإفريقي للجزائر شهر جويلية المقبل.

ويؤكد الزغبي، أن الهدف من البرنامج الذي اعتمد أيضا بدولتي مصر ونيجيريا، الترويج للتصدير والاستثمار داخل الجزائر وفي دول إفريقية أخرى، إذ سيقدم البنك كل البرامج التمويلية والتسهيلات، مع ضمان مرافقة المتعاملين الجزائريين في إيجاد تسهيلات في دول إفريقية أخرى، وتنظيم زيارات مشتركة لوفود الأعمال للترويج للصادرات الجزائرية بالقارة الإفريقية وفق حزم تمويلية معينة في برنامج زمني محدد.

رگاش: الاستثمارات تضاعفت بنسبة 121 بالمائة في ظرف 6 أشهر

وأضاف المتحدث: "نحن سنتكفل بالتمويل فيما ستقوم السلطات الجزائرية بتعريفنا على كل الفاعلين في القطاعين العام والخاص، وتكون منسقا بيننا وبين المتعاملين، إذ أن البنك سيقدم حزما وبرامج تمويلية على مدة معينة لبرامج وقطاعات مختلفة، لتدعيم صادرات جزائرية لدول إفريقية أو استثمارات شركات جزائرية في دول بالقارة."

وغير بعيد عن ذلك، كشف مدير الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار عمر رگاش في مداخلة خلال الملتقى، عن تحسّن أرقام الاستثمار في الجزائر بشكل غير مسبوق بعد دخول قانون الاستثمار الجديد حيز التطبيق، مُعلنا عن تسجيل 57 مشروع استثمار أجنبي سواء مباشرة أو بشراكة مع متعاملين محليين، مشددا على أن عددا كبيرا من هذه الاستثمارات دخلت حيز التنفيذ اليوم، في حين أعلن عن ارتفاع الاستثمار بـ121 بالمائة خلال الأشهر الستة الأخيرة المنتهية في 30 أفريل مقارنة بنفس الفترة قبل سنة، وكذلك ارتفاع عدد مناصب الشغل المرتقبة من هذه المشاريع بنسبة 145 بالمائة.

وتوقّع رگاش ارتفاع الاستثمارات بشكل أكبر خلال المرحلة المقبلة، بعد صدور القانون الخاص بمنح العقار التابع لأملاك الدولة الذي سيجز قريبا، لتكون الانطلاقة الحقيقية للاستثمار الجزائري الذي يتيح امتيازات كبرى للمتعاملين المحليين والأجانب ويضمن الأمن القانوني، أي أنه غير قابل للتعديل لمدة 10 سنوات على الأقل، وهو أحد أهم الضمانات التي تمنحها الدولة الجزائرية للمتعاملين الأجانب.

وبالمقابل، أعلن رئيس المركز العربي الإفريقي للاستثمار والتطوير أمين بوطالبي عن اهتمام جزائري كبير بالسوق الإفريقية، وهو ما تترجمه قرارات السلطات الجزائرية بفتح فروع للبنوك الجزائرية بالقارة الإفريقية، وأيضا قرار الحكومة

باستثمار مليار دولار عبر وكالة التعاون الدولي في إفريقيا في مشاريع للنهوض بالقارة والتنمية بالمنطقة، مُشددا على أن الحكومة تسعى لرفع نسبة التصدير نحو الدول الإفريقية والاستثمار الجزائري بالعديد من البلدان.

واعتبر ممثل وزارة التجارة من جهته، أن الخطة التي يتم انتهاجها لتطوير الاستثمار والتجارة مع الدول الإفريقية قائمة على توجيه الجهود نحو تنويع الصادرات وإعادة الانتشار بالأسواق الإفريقية تدريجيا وتكثيف المنتجات الجزائرية بها والترويج لها والمشاركة في المعارض والصالونات وتطوير البنى التحتية اللوجستكية والطرق والمناطق الحرة والمراكز الحدودية.

العلاقات الجزائرية اليابانية عميقة

لمؤرخ
العلاقات
الجزائرية
اليابانية
عميقة
ماساتوشي:

أكد المؤرخ الياباني كيسايشي ماساتوشي من جامعة صوفيا بطوكيو يوم الاثنين ان نظرة اليابانيين إلى الجزائر جد ايجابية لا سيما بالنظر إلى تاريخها الثوري واصفا العلاقات بين البلدين بـ العميقة والتي تعززت بعد الاستقلال في مختلف المجالات خاصة التبادلات الاقتصادية.

وخلال محاضرة ألقاها المؤرخ الياباني بقاعة الاستقلال بوزارة الشؤون الخارجية والجالية الوطنية بالخارج بحضور طلاب العلاقات الدولية واطارات الوزارة أبرز السيد كيسايشي مدى اهتمام اليابانيين بالأوضاع في الجزائر خلال ثورة التحرير الوطني موضحا أن عدد المقالات التي كتبت عن الثورة الجزائرية في الفترة الممتدة من 1960 إلى غاية 1965 يفوق بكثير عدد المقالات المخصصة لأي بلد آخر من بلدان العالم العربي. وفي المقابل بدأ اهتمام الجزائر باليابان يتجلى حسب الاستاذ الجامعي منذ صدور بيان اول نوفمبر 1954 الذي جعل من اهدافه الاستراتيجية تدويل القضية الجزائرية

وفي هذا الاطار يقول الباحث استفادت جبهة التحرير الوطني من مختلف وسائل الاعلام في اليابان لتغطية اشغال مؤتمر يوم الجزائر الذي التئم بدار عمال السكة الحديدية بطوكيو في مارس 1958 وضم 500 ممثل لمختلف التنظيمات. وبعد انعقاد المؤتمر يضيف الاستاذ الجامعي واصلت جبهة التحرير اهتمامها باليابان وذلك من خلال إقامة تمثيلية لها في الشرق الاقصى في طوكيو في أوت 1958.

واسترسل المؤرخ يقول: تعززت العلاقات العميقة بين البلدين بعد الاستقلال على مختلف المستويات لا سيما في مجال التبادل الاقتصادي حيث شاركت المؤسسات اليابانية في إنجاز عدة مشاريع وحظيت التكنولوجيا اليابانية بثقة كبيرة لدى الجزائريين وكان الالاف من اليابانيين يعملون في مجالات التنمية الوطنية مؤكدا

في السياق بأنّ عدد اليابانيين المقيمين بالجزائر سنة 1978 بلغ 3234 عبر كافة أرجاء التراب الجزائري.

وحسب السيد كيسايشي شكلت العلاقات العميقة بين البلدين دافعا للباحث الذي زاد اهتمامه بالجزائر ومن ثم البحث في تاريخ البلد مبرزا ان أول دراسة له كرسالة تخرج كانت حول مقاومة الامير عبد القادر ضد الغزو الفرنسي.

وتابع السيد كيسايشي ابحاثه حول الجزائر وشكلت دراسة مناهضة الطرق الصوفية والزوايا للاستعمار الفرنسي في الجزائر احدث ابحاثه التي ركزت على مقاومة الطرق الصوفية الجزائرية للاستعمار الفرنسي.

ÉCONOMIE

DÉVELOPPEMENT DE LA FINANCE ISLAMIQUE EN ALGÉRIE

Le coup de pouce de l'Etat

● La nouvelle décision gouvernementale intervient dans le cadre de l'ouverture du secteur des services bancaires participatifs pour se développer davantage sur le marché financier algérien, contribuer à l'inclusion bancaire et tenter d'absorber les fonds circulants dans le marché parallèle.

Le gouvernement a décidé que l'Etat prendra en charge les marges bénéficiaires réalisées par les banques islamiques en Algérie dans les opérations de financement de l'acquisition de logements, ce qui poussera ceux qui souhaitent acquérir un logement à recourir davantage aux banques islamiques pour bénéficier de divers financements immobiliers, étant donné que les coûts supportés par les clients de ces banques vont baisser. L'adoption de la formule «marges de bénéfices soutenues» signifie que l'Etat paie la plus grande part de la marge bénéficiaire, et le bénéficiaire ne paiera qu'une petite marge. La compétitivité des banques islamiques, qui se concentrent sur la fourniture de services bancaires participatifs, était faible sur le marché du financement de l'acquisition de logements en Algérie en raison des marges classiques bénéficiant de «taux d'intérêts bonifiés» variant entre 1%, à la charge du bénéficiaire dont le revenu mensuel est inférieur ou égal à 6 fois le salaire national minimum garanti (SNMG), et 3,75% pour les bénéficiaires dont le revenu est supérieur à 6 fois le SNMG. La nouvelle décision gouvernementale adoptée pour les logements à plus de 10 ans. Habituellement, les banques islamiques participatives ne vivent qu'une faible affluence, étant donné que leurs marges bénéficiaires dans ce domaine variaient entre 6 à 12% et donc leurs clients se retrouvent à payer un coût plus élevé pour acquérir un logement par rapport à ce que les clients paient pour les banques classiques. La nouvelle décision gouvernementale intervient dans le cadre de l'ouverture du secteur des services bancaires participatifs pour se développer davantage sur le marché financier algérien, contribuer à l'inclusion bancaire et tenter d'absorber les fonds circulants dans le marché parallèle. Elle n'est pas divulguée un secret que qu'un grand nombre d'Algériens



sont réticents à traiter avec les banques pour des raisons de convictions religieuses. Si le coût des transactions avec les banques participatives, qui tiennent à se conformer à la charia, est réduit, il devrait automatiquement attirer un pourcentage assez important de cette catégorie. Ainsi, l'acquisition d'un logement dans le cadre d'un contrat conclu avec un promoteur immobilier public sous forme de LSP/LPA, la marge est de 1,75% si les revenus mensuels sont compris entre 40 000 et 108 000 DA et de 3,75% si les revenus mensuels sont compris entre 108 000 DA et 216 000 DA. L'acquisition d'un logement dans le cadre d'un contrat conclu avec un promoteur public sous forme de LPP aura une marge de 3,75% si les revenus mensuels sont compris entre 108 000 et 540 000 DA. Dans le cas d'un contrat conclu avec un promoteur immobilier privé pour l'acquisition d'un logement, la marge est de 2,25% si les revenus mensuels sont compris entre 40 000 et 108 000 DA et elle est de 4,25% si le revenu mensuel est

compris entre 108 000 et 216 000 DA. La construction d'une résidence rurale ou d'une résidence individuelle sous forme d'ensemble donnera une marge de 2,25% si les revenus mensuels sont compris entre 40 000 et 108 000 DA, et de 4,25% si le revenu mensuel est compris entre 108 000 et 216 000 DA.

DÉMARRAGE TIMIDE, INTÉRÊT GRANDISSANT

En Algérie, la finance islamique a connu un démarrage timide mais connaît actuellement un intérêt grandissant. Dans les années 1990, l'offre de produits islamiques a créé une demande latente, pas clairement exprimée. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Les deux banques islamiques en Algérie, Al Baraka et Al Salam, agréées par la Banque d'Algérie en septembre 2008, se partagent le marché de la finance islamique, d'autres banques privées, telles qu'AGB et Housing Bank, essaient de rattraper le retard. La finance islamique est désormais une revendication sociale réclamée par

la clientèle et constitue même pour les banques publiques une opportunité pour diversifier le marché et le portefeuille de ces banques. Pour elles, cela constitue indéniablement un moyen d'aller vers la politique d'inclusion financière visant à diversifier les canaux de drainage des fonds circulants hors circuit bancaire. Les dépôts de la finance islamique au niveau du Crédit populaire algérien (CPA) s'élèvent à plus de 25 milliards de dinars, selon le chef de département de la finance islamique de cette banque publique, Sofiane Mazari, et le nombre des clients de la banque dans le cadre de la finance islamique dépasse les 35 000. Pour la BNA, le renforcement du réseau dédié à la finance islamique est «l'opportunité pour la banque de consolider sa stratégie commerciale, qui vise à répondre au mieux aux attentes et besoins des citoyens, d'une part, et de mettre en application les orientations des pouvoirs publics visant le développement économique et l'inclusion financière, d'autre part».

Kamel Benelkadi

الجزائر الجديدة.. إصلاحات مهمة وتوجيه رشيد

تفكيك البيروقراطية.. الرفع من جودة الخدمات البنكية وتحقيق الشمول المالي

تتقد الجزائر إصلاحات مالية مهمة ومتنوعة تهدف إلى تصحيح الاختلالات المتعددة والمتقدمة الموروثة عن العقود الماضية، بغية تطوير النظام المالي لبلدنا مع التمتع مع الخدمات المصرفية والحصول على خدمات مالية وصرفية في مستوى النسخ الدولي المتقدم، حيث من المتوقع بعد استكمال تنفيذ الإصلاحات المالية الجارية، الوصول إلى تفكيك البيروقراطية المالية والرفع من جودة الخدمات البنكية وتحقيق الشمول المالي، والاستفادة من التجارة المالية الناجمة، وتحسين تسيير وحوكمة المؤسسات البنكية، والتحكم في التضخم، وتعزيز قوة الاقتصاد وديناميته لمواجهة التحديات والتحول الدولية الجارية.

سيف الدين قداش

يقول الأستاذ المحاسبة والمالية بجامعة جيجل، البروفيسور عبد الرزاق عويوي، إن الجزائريين سيبتون من الإصلاحات المالية الجارية، تسيير الإجراءات الإدارية بصورة خاصة، من أجل تأسيس البنوك؛ لأن الاستثمارات الأجنبية في تأسيس البنوك غائبة منذ أكثر من سبع سنوات، ويقتون الرفع من المنتجات البنكية كذلك، حيث يصير القانون المصرفي الجديد إلى تطوير وسائل الدفع، وتعزيز التعاملات المصرفية ووسائل الدفع، واعتماد الوسائل الأكثر أمنا، مع الأخذ بعين الاعتبار التطور التكنولوجي والنماذج المصرفية الناجمة، كالتقنيات التي تتعامل عن طريق التطبيقات المبنية على الهواتف الذكية، وهو ما يسمح بوضع تحفيزات ونسب لائحترازة تهدف إلى توجيه التحويلات نحو الاستثمارات التي تساهم في الحفاظ على المحط والبطانة لتشجيع مبادرات التنمية المستدامة، أو ما سمي "الاقتصاد الأخضر". إضافة إلى توفير منصات الخدمات الإسلامية، والتحكم في التضخم كظاهرة عالمية، من خلال اتباع سياسة نقدية قائمة على أداة سعر الصرف، للتقليل من حدة التضخم، والحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن، كما باجر بنك الجزائر بالعمل على ترسيخ العمق التاريخي والثوري والثقافي للالمة الجزائرية، بإصدار أوراق نقدية وقطع معدنية جديدة.



أحد أوجه رفض المجتمع العربي للبنوك الخاصة، إقباله على العقود الإلكترونية، ووجود عيوب ضرورية اعتماد التحميل الاستراتيجي المتعدد من خلال التسيير بين السياسة المالية والقدرة اللوجيستية، الحلول الكفيلة بضمان توفير إصلاحات اقتصادية كريمة بالنجاح، لأن التحليل الساتلي القائم على تحليل وضعية منفردة وأعضاء حلول موضعية لن تحقق النتائج المرجوة، كما دعا إلى انتهاز استراتيجيات وطنية للشمول المالي، لتعزيز الوصول واستخدام الخدمات المالية البنكية لاجتماعيات المجتمع لتحصين ظروفهم الاجتماعية والاقتصادية وتحقيق الاستقرار المالي، فهناك توجه إلى الشمول المالي من خلال الرقمنة البنكية الجزائرية وإدخال المنتجات الرقمية الجديدة واستقطاب الأموال في السوق غير رسمية وإدخال الصيرفة الإسلامية، ونشر الإحصاءات إلى أن هناك حوالي 3700 وكالة بنكية في الجزائر، والملايين الدولية تقترض أن تكون لكل 7 آلاف مواطن هناك بنكي، في حين أن في الجزائر هناك هناك بنكي لكل 28 ألف نسمة، وتجرس الإشارة إلى أن مهني مهنة المحاسبة قد طابوا بفرض المراقبة الخارجية على البنك المركزي، باعتباره هيئة تقاضى أعمالا تجارية وتحقيق أرباحا، وعليه وجب على البنك الخضوع إلى مراجع محاسبية لفرض تدقيق في الحسابات والقوائم المالية من طرف مدققين خارجيين.

صادق بالإجماع على نص القانون النقدي والمصرفي مجلس الأمة يوصي برفع قيمة منحة السفر



● نال القانون النقدي والمصرفي إجماع أعضاء مجلس الأمة، أمس، رغم التحفظات الشفهية التي عبر عنها أعضاء المجلس على المادة 33 منه خلال المناقشة العامة. واعتبر المجلس أن نص القانون المتضمن القانون النقدي والمصرفي يعتبر حلقة جديدة تضاف لسلسلة الإصلاحات الاقتصادية التي باشرتتها السلطات العمومية في مجال الحوكمة المالية، لما يحمله من إجراءات فعالة من شأنها إحسين حوكمة البنوك وتسهيل وتسريع العمليات المالية وكذا تمويل المشاريع الاستثمارية خاصة بعد صدور قانون الاستثمار الجديد، وأيضا من خلال عرض منتجات تمويلية متنوعة. وثمنت اللجنة في السياق ذاته تكفل رئيس مجلس الأمة، صالح هوجيل، بمعالجة إشكالية المادة 33 من نص القانون (حق مناقشة تقرير بنك الجزائر) مع الحكومة، بما من شأنه تمكين المجلس من ممارسة صلاحياته الرقابية. وأوصت اللجنة في تقريرها التكميلي الحكومة بـ"مواصلة الجهود الحثيثة من أجل ترقية الصيرفة الإسلامية بمختلف منتجاتها ورفع جميع العراقيل التي لا تزال تحول دون نموها وتوسيع معاملاتها". وحثت على توفير الحماية للإطارات المسيرة، العاملة في القطاع البنكي والتي لها دور كبير في بعث الديناميكية في الاقتصاد الوطني و"مراجعة الإطار التنظيمي لنشاط مكاتب الصرف حتى تؤدي الدور المنوط بها على أكمل وجه والمساهمة في احتواء السوق الموازي للعملة الصعبة" و"إزالة

العراقيل البيروقراطية التي تعيق تحويل المواطنين أموالهم من الخارج إلى الوطن"، ووافقت اللجنة في توصياتها أيضا لأجل "مراجعة منحة السفر بالرفع من قيمتها حفاظا على كرامة المواطن ولاحتماء السوق الموازي للعملة الصعبة". وضمت التوصيات "بذل المزيد من الجهود باستعمال أدوات السياسة النقدية المتاحة من أجل الحد من ارتفاع مستويات التضخم التي نالت من القدرة الشرائية للمواطن" و"مواصلة العمل من أجل احتواء الكتلة النقدية المتداولة خارج الإطار البنكي من خلال تعزيز أدوات الشمول المالي و"تعميم وسائل الدفع الإلكتروني وعصرنتها وضروة فتح وكالات بنكية وكذا فروع لبنك الجزائر بولايات الجنوب الكبير، وبالأخص في الولايات المنشأة حديثا، والعمل على تجسيد قرار فتح فروع للبنوك العمومية بالبلدان الإفريقية لاسيما المتاخمة لحدود الجزائر". وفي تدخله أبرز وزير المالية لعزیز فايد أهمية الأحكام الواردة في المشروع والأفاق التي

المالية. ويقترح النص إنشاء لجان جديدة لاسيما لجنة الاستقرار المالي، مكلفة بالمراقبة الاحترافية الكلية وإدارة الأزمات، تقوم بإعداد تقرير سنوي حول أنشطتها وترسله لرئيس الجمهورية. **تفعيل دور المجلس الوطني للمحاسبة** وقد حاز مشروع القانون المتعلق بقواعد المحاسبة العمومية والتسيير المالي بدوره على إجماع أعضاء مجلس الأمة، مع المطالبة بضرورة تسريع وتيرة إصدار النصوص التنظيمية لتوضيح الإجراءات المحاسبية والمالية التي يجب اتباعها من قبل الأعراف المعنيين بتنفيذ الميزانية و"تفعيل دور المجلس الوطني للمحاسبة وتوسيع تشكيلته لتتضمن كل الأطراف التي لها علاقة بنظام المحاسبة العمومية". **جمال. ف.**